

## Jean-Claude Marcourt

# «Les libéraux sont autoritaires par nature»

Le vice-président de l'exécutif wallon, le socialiste Jean-Claude Marcourt, étrille le gouvernement fédéral et sa gestion «autoritaire» de la chose publique.

### INTERVIEW

MARTIN BUXANT ET  
JEAN-FRANÇOIS SACRÉ

**L**e vice-président du gouvernement wallon, le socialiste Jean-Claude Marcourt, dresse l'état des lieux de la situation politique en marge d'un déplacement qu'il a effectué cette semaine à Berlin et à Munich.

#### Êtes-vous pour la réduction du temps de travail?

Je suis tout à fait pour un réexamen de la notion de travail. Il faut plancher sur la question mais pas avec la vision rigide française des 35 heures. La notion de temps de travail, de temps pour soi, doit être remise en perspective par rapport à la révolution numérique que nous vivons. On ne doit pas imposer la réduction du temps de travail mais si on veut améliorer la qualité de vie, on doit explorer cette piste.

#### Et les patrons vont vous suivre?

Les patrons se rendent compte qu'on doit gérer la mutation numérique. L'automatisation est là et sera encore plus poussée, la compétitivité va être améliorée, mais on sait qu'il faudra moins de travailleurs. On veut une meilleure compétitivité mais on n'a pas encore trouvé l'omega sur le temps de travail...

**La plupart des économistes sont d'accord pour dire que toucher à une donnée aussi sensible que le temps de travail aura des répercussions économiques négatives pour les entreprises.**

Voilà pourquoi on ne doit pas faire cela de manière abrupte. Mais la modération salariale a aussi permis aux actionnaires d'améliorer leurs rendements au détriment des travailleurs. Ne soyons pas binaires ni oppositionnels. Le monde change, il faut s'adapter.

**L'image de Bruxelles est aujourd'hui écornée par le terrorisme ou la mauvaise mobilité, cela fait-il les affaires de la Wallonie?**

Je ne me réjouis jamais du malheur des autres et si des entreprises veulent venir en Wallonie, j'espère que c'est avant tout pour nos atouts que parce qu'elles veulent quitter Bruxelles. L'affaire des tunnels est surpondérée et malheureuse: j'ai totale confiance en Rudi Vervoort pour régler ces questions.

**Démarchez-vous des entreprises bruxelloises?**

Non. Je ne peux pas dire d'un côté que je suis contre les délocalisations hors de Wallonie, et de l'autre côté, démarcher des entreprises. Maintenant tout le monde connaît l'intérêt grandissant, à Bruxelles et en Flandre, pour la Wallonie.

**En Wallonie, vous jouez parfois la concurrence entre les différents outils économiques: c'est un raisonnement libéral, ça?**

Non. Les libéraux sont autoritaires par nature. Ils le prouvent chaque jour dans le gouvernement fédéral. C'est un gouvernement autoritaire.

**«Autoritaires par nature»?**

Oui, ils sont autoritaires dans leur conception de la gestion de la société. C'est un gouvernement fédéral qui a dans son ADN le fait d'être autoritaire. C'est un gouvernement qui pense savoir plus que les autres ce qu'il faut faire. C'est un gouvernement qui n'a pas la volonté de se concerter.

**Ils disent le contraire: respect de la concertation sociale, mise des syndicats autour de la table...**

La faute principale, c'est fin 2014. On a là un accord des partenaires sociaux qui ne coûte pas à l'Etat. Le gouvernement va déshabiller cet accord au profit des patrons. Par principe. C'est ça, un gouvernement autoritaire. L'autre exemple, à la SNCB, on a assisté à une provocation sans précédent. Désinvestissements, etc. Puis, ils disent: renoncez à vos grèves et on désignera un médiateur. Ils prennent les choses à l'envers.

**Vous justifiez les deux jours de grève sur le rail du début janvier?**

Je regrette que les usagers aient dû payer le prix d'une grève mais lorsque quelqu'un fait l'objet d'une agression, il peut avoir une réaction mal comprise, mais il n'est en tout cas pas responsable de l'agression.

**L'agresseur, c'est le gouvernement fédéral?**

Bien sûr.

**La réforme fiscale en Région wallonne, c'est pour quand?**

Pour ce printemps.

**Christophe Lacroix dit une chose, Maxime Prévot en dit une autre. Avec ce ping-pong sur la taxation des hauts revenus, comment espérez-vous atterrir?**

Il est clair que le cdH et le PS pensent différemment sur la question. On a un accord de gouvernement mais on a des différences fondamentales, on peut débattre quand même. Nous avons abordé de manière superficielle ce point. Je veux voir la réforme de Christophe Lacroix dans son ensemble et pas en faisant des rondelles de saucisson. Regardez au Fédéral, on a un ministre des Finances qui annonce une réforme de l'impôt des sociétés et tous les autres partis le remballent, et ça n'étonne personne.

**Justement, la N-VA qui veut réduire l'impôt des sociétés à 20%, qu'en pensez-vous?**

Les sociétés paient déjà très peu d'impôt en Belgique et si on met l'impôt à 20%, certaines d'entre elles vont payer beaucoup... C'est la fuite en avant du gouvernement fédéral qui ne sait pas comment il finance son tax shift mais qui balance déjà d'autres propositions en l'air.

# «La Wallonie n'a pas grand-chose à envier à l'Allemagne»

**F**lanqué d'une délégation d'une quarantaine de patrons, jeunes entrepreneurs, universitaires et autres clusters, Jean-Claude Marcourt, qui a notamment le numérique dans ses attributions, a effectué au pas de course, lundi et mardi, une mission pour vendre aux Allemands son plan Digital Wallonia (500 millions d'euros débloqués à l'horizon 2019). Au menu: industrie 4.0, e-health, smart cities, transmédia...

## Le plan a été adopté fin 2015. Pourquoi ce premier roadshow en Allemagne?

Les Allemands sont à l'origine du développement de l'industrie 4.0. C'est une vraie réalité économique, car l'Allemagne est le pays des machines-outils. L'automatisation de la construction de ces machines et leur mise en œuvre ont un impact pour nous. Il est donc important de venir voir ceux qui sont le plus en pointe en la matière. Mais ils le sont aussi sur la convergence des médias, le transmédia, etc. Or, avec Wallimage, nous réfléchissons aussi à développer ces concepts.

## Quel bilan en tirez-vous?

Très positif, par le nombre de participants et leur diversité. Pour les jeunes entrepreneurs, c'était Noël! Je crois qu'à l'issue de la mission, nos entreprises peuvent être fières de ce qu'elles font. Nous n'avons pas à rougir. On l'avait déjà constaté lors de précédentes missions à San Francisco et à Shenzhen. Le Digital Wallonia Hub qu'on est en train de construire est dans la logique des «Fraunhofers» (centres des recherches publics/privés NDLR) que l'on a visités. On est en train de créer un écosystème.

## Vous pensez que cela change l'image donnée par la Wallonie aux Allemands?

Cette image change. Ils savent bien que la Wallonie, ce n'est plus les mines. Nous voir débarquer avec une délégation aussi nombreuse, cela marque les esprits. On retrouve des couleurs, pas encore des couleurs vives, mais des tons pastel. Aujourd'hui, la Wallonie, c'est un peu comme Berlin par rapport à Munich: une région qui revit.

## À Berlin, un job nouvellement créé sur huit l'est dans l'économie numérique. C'est possible en Wallonie?

Produire en Europe au travers du numérique sera plus facile parce que le coût élevé du travail entrera moins dans l'unité produite. Les gens de Siemens le disent ouvertement. C'est une manière de relocaliser. Et quand on voit le nombre de jeunes entrepreneurs qui nous accompagnent en mission c'est encourageant, cela prouve qu'avec le numérique, les jeunes créent, investissent. C'est à nous, via Digital Wallonia, de mettre les conditions pour leur permettre de créer le plus d'emplois possibles.

## Vous pensez à un marché en particulier?

La cybersécurité est un marché extraordinaire. Même si on n'est pas dans le top, on a des compétences. Nous allons lancer un master en cryptographie en collaboration avec plusieurs universités. Peut-être déjà lors de la prochaine rentrée académique. L'UCL et l'ULB ont poussé ce projet, mais Namur a aussi des compétences. On a des boîtes très fortes en sécurité informatique. Cela rentre à fond dans Digital Wallonia.

## Ce plan prévoit aussi la création d'un fonds de 80 millions d'euros pour les start-ups. Quand sera-t-il accessible?

Il sera lancé d'ici la fin du mois. Il sera logé à la SRIW. Le comité de crédit, qui fixera ses

modalités pratiques d'intervention, sera présidé par Pierre Rion et composé d'experts du numérique. La volonté est de soutenir les start-ups, en accompagnement des invests, comme l'a fait Meusinvest avec l'accélérateur de start-ups Lean Square.

## Vous êtes aussi ministre des Médias. Quelles convergences voyez-vous entre le numérique et les médias classiques?

L'étude McKinsey sur la presse a montré que le secteur était capable de s'adapter à cet environnement changeant. Elle évoquait des rapprochements allant jusqu'à des fusions, mais aussi de simples mutualisations des coûts comme l'imprimerie, la digitalisation... Ce sont des pistes à creuser.

## N'y a-t-il pas urgence alors que les quotidiens ont vu leurs ventes baisser de 4% en 2015 (seul «L'Echo» a progressé, NDLR)?

L'urgence ne peut pas venir des pouvoirs publics. C'est aux éditeurs de dire s'ils envisagent de faire des choses ensemble de leur côté ou s'ils comptent sur les pouvoirs publics pour les accompagner. À ce jour, je n'ai fait l'objet d'aucune sollicitation concrète de leur part, mais je reste à leur disposition.

## Toujours en matière de numérique, le dossier de la radio digitale traîne...

Le problème c'est que côté néerlandophone, c'est un opérateur privé qui va faire les investissements alors que du côté francophone, aucun opérateur privé n'a voulu le faire. Il nous faut 12 millions d'euros alors que nous sommes confrontés à des restrictions budgétaires. Dans le courant 2016, nous pourrions trouver le mode de financement adéquat, mais je ne peux pas encore vous dire sous quelle forme, l'objectif étant de se lancer en même temps que la Flandre.

## LES PHRASES CLÉS

«Ce gouvernement fédéral impose et se montre incapable de se concerter.»

«On va examiner la réduction du temps de travail, on est en **pleine**

**mutation numérique, on ne peut pas passer à côté de cette révolution.**»

«La réforme fiscale wallonne, ce sera pour le printemps. Ce gouvernement PS/cdH a toujours pu trouver des compromis.»